



Solidaires Et **INTERNATIONALISTES!**

Activités internationales de l'Union syndicale Solidaires : les actualités mensuelles

#146 – Janvier 2026

Et nous là-dedans qu'est-ce qu'on peut faire ?

C'est la question qu'on peut légitimement se poser au vu de la situation mondiale. Palestine, Ukraine, Soudan, Venezuela, Iran, la liste est longue, bien plus longue que celle ici résumée, des régions du monde où les impérialismes, le colonialisme, les régimes autoritaires, le capitalisme tuent, emprisonnent, affament les peuples.

Notre réponse ne doit pas être celle de commentateurs et commentatrices de l'actualité, mais, comme pour tous les sujets, celle d'acteurs et actrices d'un mouvement pour l'émancipation sociale. Ce mouvement est international et nous devons l'appréhender en tant que tel. Partout, notre priorité est de donner la parole aux collectifs syndicaux indépendants, de lutte, à notre classe sociale. Le [Réseau syndical international de solidarité et de luttes](#) est un outil pour cela.

En Palestine, nous sommes en lien avec les syndicats locaux membres du Réseau ; nous priorisons [la campagne BDS](#) à l'origine de laquelle il y a 171 organisations palestiniennes, nous organisons une délégation en Cisjordanie et prévoyons de reprendre place dans les flottilles.

Depuis 4 ans, les liens avec les syndicats indépendants **ukrainiens** se sont consolidés. Nous les soutenons dans leur double lutte, contre l'occupation militaire et la guerre menée par le régime russe d'une part, contre les attaques antisociales du patronat et du gouvernement ukrainiens d'autre part. Le travail conjoint dans la durée fait qu'il ne s'agit pas d'un rapport inégalitaire, mais bien d'une action commune, internationale et solidaire, avec les organisations ukrainiennes désormais membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

Au Soudan, la guerre entre deux clans qui veulent asservir la population a enterré la révolution de 2018 où le mouvement syndical et social avait joué un rôle important. La Coordination des professionnels et syndicats soudanais ([Sudanese professionals and syndicates coordination - SPSC](#)) est notre interlocuteur.

L'intervention militaire étatsunienne **au Venezuela** est intolérable. Il est juste de participer aux manifestations la dénonçant. Nos liens, via le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, avec les camarades du [Comité national des travailleurs et travailleuses en lutte](#) (CNCTL) nous permettent de bien appréhender la situation, toujours du point de vue de notre classe sociale. Se faire l'écho de leurs voix rend évident l'importance de l'exigence de libération des prisonnier·es politiques, dont des syndicalistes ; et de leur description de la situation sociale, avec les salaires à moins d'un dollar par mois, les multinationales qui n'ont jamais quitté le pays.

Cela fait longtemps que l'Union syndicale Solidaires est active dans le soutien au mouvement social **iranien**. Le travail en intersyndicale en France, en lien avec [Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran](#) (membre du RSISL), les expressions du Réseau, reprenant notamment l'expression du syndicat iranien membre, font que nous sommes clair·es : nous soutenons le peuple iranien, les femmes iraniennes, les syndicalistes iranien·nes, dénonçons le régime des mollahs et refusons le retour à la monarchie ou autre état autoritaire.

Iran

L'intersyndicale CFDT, CGT, UNSA, Solidaires, FSU a exprimé son soutien au peuple iranien : « Depuis plusieurs semaines, les autorités iraniennes ont intensifié les arrestations arbitraires, multiplié les violences et les entraves graves aux droits de la défense, prononcé de lourdes condamnations à l'encontre des manifestant·es, des syndicalistes et des défenseur·es des droits humains. Les revendications sociales et syndicales sont systématiquement criminalisées, l'appareil judiciaire et sécuritaire instaure un climat de peur pour étouffer toute forme de contestation collective ». A travers le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, [nous relayons régulièrement les informations de nos camarades sur place.](#)



Niollahs, ni monarchie, vers l'émancipation ? Voici une déclaration des Conseils ouvriers d'Arak : « Aux travailleurs de la province de Markazi, à nos camarades du Khuzestan et à tout le peuple iranien. Pendant des décennies, nos revendications de pain ont été accueillies par les balles, et nos revendications de dignité par l'emprisonnement. Mais aujourd'hui, le silence est rompu. Nous, les travailleurs des usines d'Arak, déclarons ce qui suit :

- Contrôle des lieux de travail : Désormais, la gestion des usines de fabrication de machines, d'AzarAb et de wagons Pars sera entre les mains de conseils ouvriers élus par les travailleurs. Nous ne reconnaissons plus les dirigeants nommés par le gouvernement ni les syndicats contrôlés par le régime.
- Lien avec la terre : Notre grève ne porte plus sur les salaires. Nous appelons les citoyens d'Arak à former des conseils de quartier pour gérer la sécurité et la logistique. Nos usines sont vos protectrices.
- Défense des soldats : Nous demandons à nos frères d'armes : ne devenez pas les assassins de vos propres pères. Si vous nous soutenez, nos conseils garantiront votre sécurité et celle de vos familles.
- Ultimatum au Régime : Toute tentative d'entrée par la force dans les complexes industriels ou d'arrestation de nos représentants sera considérée comme une déclaration de guerre contre la ville entière. Si une seule goutte de sang ouvrier est versée, les flammes de la rébellion scelleront le pouvoir.

Nous ne sommes pas ici uniquement pour des salaires impayés. Nous sommes ici pour décider de la gestion de cette usine et de ce pays. L'ère des patrons et desollahs est révolue. Tout le pouvoir aux conseils ! »

Palestine

Du 2 au 8 février 2026, Stop Arming Israel France appelle à une semaine nationale d'action contre le commerce d'armement avec Israël, en solidarité avec le peuple palestinien et avec les militant·es qui, par-delà les frontières, subissent la répression pour avoir dénoncé ce commerce de mort. L'Union syndicale Solidaires relaie cette initiative, qui, bien sûr, doit se faire en lien avec les sections syndicales présentes dans les entreprises concernées.

Le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens organise un meeting à la Bourse du travail de Paris, en soutien aux prisonniers et prisonnières politiques palestinien·es.

Ukraine

Fin février, on entrera dans la 5^{ème} année d'occupation militaire et de guerre menée par la Russie en Ukraine. Comme chaque année, des manifestations auront lieu un peu partout dans le monde. En France, les réunions unitaires nationales avec les associations ukrainiennes ont retenu la date du samedi 21 février. A Paris, le rendez-vous sera Place de la république, pour manifester jusqu'à Bastille, où il y aura les prises de parole et les stands. Des rassemblements ou manifestations seront organisées dans plusieurs autres villes. L'Union syndicale Solidaires s'inscrit dans ces initiatives, dans le cadre tant du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine, qu'avec l'intersyndicale française.

Venezuela Il faut lire ce que nous disent les camarades syndicalistes sur place : « En premier lieu, pour que les choses soient dites clairement, même si ce point est évident pour vous et pour nous : nous condamnons totalement l'intervention militaire étatsunienne. [...] Le 3 janvier, aucune des trois forces militaires de l'Etat vénézuélien (aérienne, terrestre, maritime) n'a réagi. 150 avions US ont survolé la capitale, 15 hélicoptères US s'y sont posés, sans riposte. Cela laisse place à des interrogations... [...] Le président des Etats-Unis se positionne en gendarme du monde. On sait bien que ce qui l'intéresse au Venezuela, ce n'est pas la démocratie, mais le pétrole ! Il faut comprendre une chose essentielle : même sous Chavez, et bien sûr aussi après Chavez, l'impérialisme US n'a jamais disparu de notre pays, les multinationales ont toujours été présentes au Venezuela. [...] En tant que travailleurs, travailleuses, syndicalistes, quelles sont nos priorités ? On doit continuer la lutte pour la démocratie, pour la libération de toutes les prisonnier·es politiques, pour les droits des travailleurs et travailleuses, et pour le respect du droit à l'autodétermination des peuples, dont le nôtre. [...] Le salaire officiel est de moins d'un dollar par mois ! C'est le cout de deux litres d'essence. [...] Rien que dans le secteur du pétrole, il y a 120 travailleurs en prison, sans même aucun acte d'accusation ; la répression antisyndicale, anti-ouvrière est très forte : le décret de situation d'urgence légalise les arrestations extra-judiciaires. Les contrôles, par exemple, sur le contenu des téléphones personnels, se multiplient. L'armée accentue la pression dans les entreprises ». La totalité de l'entretien avec les camarades est disponible [ici](#).

Kurdistan Lors de la manifestation du 10 janvier, l'Union syndicale Solidaires est intervenue en mettant en avant ces points :

- 13 ans après le meurtre de Sakine, Fidan et Leyla justice doit être rendue. Les commanditaire sont connus.
- Toute la lumière doit être faite sur les assassinats du 23 décembre 2022 d'Emine, Mir, Abdurrahman.
- En même temps que nous demandons justice et vérité pour nos camarades kurdes assassiné·es, nous regardons avec inquiétude la situation, aujourd'hui, au Rojava.
- Le nouveau régime syrien attaque le quartier de Sheikh Maqsoud à Alep. Ce régime refuse de reconnaître l'Administration autonome mise en place depuis 2013 au nord de la Syrie. Nous réaffirmons notre soutien à l'autonomie des peuples du Nord de la Syrie. Pas de Syrie possible sans prise en compte de tout ce qui a été mis en place depuis 2013 !
- En Iran aussi la population se soulève contre le régime autoritaire iranien, en particulier dans les régions kurdes. Ni shah, ni mollah : nous soutenons la lutte du peuple iranien pour son émancipation.



Etats-Unis Le meurtre d'une citoyenne américaine par des agents de l'immigration (ICE) à Minneapolis, aux États-Unis, a déclenché une vague de manifestations contre la politique de Donald Trump. Suite à l'incident, Trump a utilisé les réseaux sociaux pour défendre le meurtrier et qualifier Renee d'« agitatrice professionnelle », de « faiseuse de troubles » et de « violente », légitimant ainsi l'acte de « légitime défense » de l'agent.



Cependant, la vidéo du drame montre que Renee tentait simplement de quitter les lieux dans sa voiture, tandis que les agents essayaient de l'en extraire. Après la fusillade, l'ICE a également empêché l'administration de soins médicaux. La réaction à l'autoritarisme et à la rhétorique violente de Trump s'est traduite par des manifestations de milliers de personnes dans plusieurs villes des États-Unis, notamment celles considérées comme d'importants refuges pour les immigrant·es. Sur leurs pancartes et avec leurs slogans, les manifestants exigent la fin des opérations contre les personnes migrantes.

Revue Le n°15 bientôt disponible ! Il est consacré à une large description de ce qu'est l'internationalisme de l'Union syndicale Solidaires.

Algérie La grève des chauffeurs routiers se poursuit dans de nombreuses provinces du pays. Les grévistes demandent la suspension d'une loi sur la circulation récemment promulguée. Comme lors de chaque mouvement social autonome, le pouvoir en place criminalise celles et ceux qui agissent pour leurs droits, pour les libertés. Les grévistes sont ainsi assimilés à une menace pour la sécurité de l'Etat et l'intérêt national ! L'organisation syndicale d'Etat, l'UGTA, multiplie les annonces selon lesquelles la grève est finie, alors même que ce mouvement n'est lié en rien à l'UGTA.



Quelles sont les revendications des chauffeurs routiers en grève ? Avant tout, comme précisé plus haut, c'est la suspension du projet de loi sur la circulation dans sa forme punitive actuelle ; et pour le reste : la disponibilité de pièces détachées d'origine, qui sont devenues rares et prohibitivement coûteuses, menaçant la pérennité de la profession ; la réhabilitation de routes détériorées et couvertes de nids-de-poule à travers le pays, qui entraînent quotidiennement des infractions involontaires telles que des pannes d'éclairage et des dommages techniques causés par des infrastructures défaillantes. Qui peut croire que cela remet en cause « l'intérêt national » ou « la sécurité de l'Etat » ! Une fois de plus, c'est la question de la répression envers le syndicalisme autonome, indépendant, qui est en cause.

Cameroun A la Société Sucrière du Cameroun (SOSUCAM), filiale de l'entreprise française CASTEL, les patrons ont refusé que le Syndicat des travailleurs saisonniers de la filière canne à sucre (STRASCAS) puisse se présenter aux élections professionnelles ! Le STRASCAS, membre du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, a montré sa représentativité à travers son action syndicale indépendante, en défense des travailleurs et travailleuses, depuis sa création, en 2022. La direction de la SOSUCAM doit respecter les libertés syndicales. Le STRASCAS doit pouvoir se présenter aux élections professionnelles, sans discrimination !



Café zapatiste Le temps de la souscription pour commander le café zapatiste est de retour. Comme chaque année, les commandes sont à envoyer avec le chèque par courrier postal à Solidaires Seine-Maritime, 8 rue de la Savonnerie 76000 Rouen. Acheter du café des communautés zapatistes c'est participer à la construction de l'autonomie des territoires zapatistes.



Chine Lee Cheuk-yan, qui était le secrétaire général de la confédération syndicale aujourd'hui dissoute Hong Kong Confederation of Trade Unions (HKCTU), est emprisonné depuis 2021, poursuivi au titre de la loi de la république populaire de Chine sur la sécurité nationale de Hong Kong, prétendument pour avoir « incité à la

subversion du pouvoir de l'État ». Nous avons exprimé notre solidarité avec Lee Cheuk-yan et toutes les personnes qui continuent de défendre la démocratie et la liberté syndicale à Hong Kong. Exigeons du gouvernement de Hong Kong la libération de toutes les syndicalistes emprisonnées et l'abrogation de la loi et de l'ordonnance sur la sécurité nationale.

Prochains rendez-vous internationalistes

- 28 février et 1^{er} mars, congrès d'Inicjatywa Pracownicza (OZZ IP), à Poznan.
- 14 mars, réunion (visio) du secteur Education du RSISL.
- 21 au 25 mars, invitation par la CTA-T et la CTA-A, à Buenos Aires.
- 23 au 27 mars, semaine anticoloniale et antiraciste.
- 28 et 29 mars, salon anticolonial et antiraciste, à Montreuil.
- 18 au 21 avril, congrès de la CSP Conlutas, à Guarulhos (Sao Paulo).
- 4 au 8 mai, congrès de la Fédération internationale des journalistes, à Paris.
- 12 au 14 juin, conférence Labor Notes à Chicago.
- Mi-juin, contre-G7, à Evian.
- 22 au 26 juin, rencontres de l'été, à Nouan-le-Fuzelier (plénière inter.)
- 4 au 8 août, Forum social mondial, à Cotonou.